



SOCIÉTÉ

## «Respectés, les gens veulent s'en sortir»

9 décembre 2012 à 22:16 (Mis à jour: 10 décembre 2012 à 09:47)



A l'épicerie sociale de Saint-Flour, le 7 novembre. (Photo Albert Facelly pour Libération)

**REPORTAGE** Prix imbattables contre suivi individuel. L'épicerie sociale de Saint-Flour, dans le Cantal, cherche à rompre avec la «politique du don».

Par **PASCALE NIVELLE** Envoyée spéciale à Saint-Flour (Cantal)

«Avant», il y avait ceux qui faisaient «la tournée des popotes» sans complexes, bons alimentaires à la mairie, colis de vêtements au Secours populaire, paniers repas aux Restos du cœur... «Profiteurs», jasaient certains. Il y avait aussi tous ceux qu'on ne voyait jamais. La petite vieille toute ratatinée qui ne sortait pas de sa maison, 700 euros de pension, un bouillon d'échalote le soir et pas de chauffage en fin de mois. Le monsieur digne, entre fin de droits et retraite, le jeune sans diplômes ni RSA, le couple de quadragénaires surendettés... Honteux d'être devenus pauvres, et trop fiers pour faire la queue aux guichets de l'aide sociale. Dans une ville de 6 700 habitants, tout se sait. Entre «profiteurs» et «silencieux», quelque chose ne fonctionnait pas à Saint-Flour, sous-préfecture du Cantal.

En 2007, le maire (qui est aussi sénateur UDI), Pierre Jarlier, décide de faire un état des lieux et convoque une centaine de partenaires sociaux. Le constat est rude : dans ce département au PIB le plus faible de France, un habitant sur trois est à la retraite, souvent en dessous du seuil de pauvreté, à la merci d'une facture de chauffage excessive. Le taux de chômage, très bas, moins de 5%, cache une vraie misère sociale : «Les demandeurs d'emploi sont partis, car il n'y a pas d'emplois», explique Pierre Jarlier. Ceux qui sont restés se cachent : «Les pauvres, ici, viennent de la ruralité, un milieu où on ne se plaint pas, où on ne demande rien.» Selon les participants, «l'assistanat» et «la politique du don», humiliante et inadaptée, aggravent la situation. Autour de la table, c'est l'unanimité, il faut en sortir.



**Engagement.** Deux ans plus tard, associations et pouvoirs publics sont sur la même ligne, les budgets sont votés et le «contrat social» de Saint-Flour est lancé. Chacun y trouve son compte. Emmaüs, qui cherchait à ouvrir une antenne, se voit attribuer un immense local pour son bric-à-brac dans la ville basse, et quatre compagnons sont hébergés par la municipalité. Pantalon à 2 euros, chemise à 1 euro, machine à laver à 10 euros... c'est l'affluence :

«Les gens viennent parce qu'ils payent, explique le responsable, Stéphane Lavergne. Ici, ce qu'on n'aime pas, c'est être redevable.» Les bénéficiaires de l'aide sociale, «responsabilisés», deviennent des acteurs dans le cadre d'un engagement mutuel. Plus d'aides sans contreparties : se désendetter, apprendre à gérer un budget, faire baisser la note d'électricité, faire un CV... à chacun son objectif, sous le contrôle des services sociaux. Les associations et les pouvoirs publics échangent les informations au sein de «l'épicerie sociale», qui a remplacé les bons alimentaires distribués par la mairie.

«Les gens venaient chercher des tickets de 20 ou 30 euros qu'ils dépensaient ensuite dans les grandes surfaces, raconte Patrice Solier, coordinateur du projet. L'épicerie sociale, c'est plus contraignant et plus valorisant. On peut en bénéficier, à condition de s'engager dans un suivi.» C'est une supérette sans enseigne, à l'arrière d'un bâtiment administratif. On y vient en toute discrétion. Justement ce que cherche Alain, 62 ans, veuf et retraité. C'est sa première fois, il vient pour l'aînée de ses trois filles, dont il garde les enfants pendant qu'elle suit une formation d'aide-soignante à 50 kilomètres de là. Sa fille a un crédit mensuel de 20 euros, l'équivalent d'un Caddie de 200 euros à l'hypermarché. Alain, éberlué, empile biscuits, surgelés, produits ménagers, fruits dans un panier. Le café est à 9 centimes d'euros, le gel douche à 3 centimes, le livre de poche pour la jeunesse à 7 centimes. «Allez-y», encourage Monique, bénévole à l'épicerie.



**Allocations.** Puis c'est au tour de Franck, 28 ans, peintre au chômage et cinq enfants, qui repart avec cinq cabas gonflés, de quoi tenir une demi-semaine. Il règle 11,08 euros, tirant un billet de vingt d'une enveloppe des allocations familiales, et n'en revient pas : «Que des bons produits, et on a le choix !» Monique lui remet une note où est inscrit «le prix magasin» (106,8 euros). «Ça paraît compliqué cette organisation, reconnaît Patrice Solier, le patron de l'épicerie sociale, mais cela donne des résultats. Quand les gens payent, quand ils ont le choix entre plusieurs marques de lessive, ils se sentent respectés. Et ils sont motivés pour s'en sortir.»

Avant de faire ses courses, Franck est passé par le bureau d'Ophélie, assistante sociale : objectif, tailler dans son budget tabac, 300 euros par mois, lui qui touche «660 euros de chômage les mois en 30, et 680 les mois en 31». Il a un trimestre pour moins fumer. Ce jeudi après-midi, Ophélie a vu passer dix personnes, dont plusieurs hommes, dans son bureau : «D'habitude, ce sont des femmes seules avec des enfants, des familles monoparentales. C'est elles qui souffrent le plus aujourd'hui.»

A 19 heures, Monique fait sa caisse : «49,28 euros, ça marche bien en ce moment !» C'est aussi ce que dit le maire, qui s'apprête à étendre le contrat social à l'intercommunalité.

Photos Albert Facelly pour Libération

[Lire aussi page 20](#)